

**Les 100 ans de l'élection de  
Friedrich Ebert comme  
Président de la République**

Matinée du Président fédéral  
le 11 février 2019

Recueil des discours

Stiftung  
Reichspräsident-Friedrich-Ebert-Gedenkstätte



Fondation  
pour la Mémoire du Président Friedrich Ebert

Heidelberg 2020

Cette brochure documente les discours prononcés lors de la Matinée du Président fédéral au Château de Bellevue le 11 février 2019 à l'occasion du 100<sup>ème</sup> anniversaire de l'élection de Friedrich Ebert comme Président de la République par l'Assemblée Nationale siégeant à Weimar.

Illustration page de couverture : Fondation pour la Mémoire du Président Friedrich Ebert

Illustrations partie intérieure : Achim Melde, Berlin

Traduction des textes de Henning Scherf et de Jörn Leonhard : Maurice Godé

Edition spéciale. L'édition allemande est parue dans :  
Kleine Schriften / Stiftung Reichspräsident-Friedrich-Ebert-Gedenkstätte: Nr. 36

Cette édition spéciale française est publiée conjointement par la Fondation pour la Mémoire du Président Friedrich Ebert (Heidelberg) et l'association Maison de Heidelberg à Montpellier (Heidelberg/Montpellier)



© Fondation pour la Mémoire du Président Friedrich Ebert  
Untere Straße 27  
69117 Heidelberg  
Allemagne

Tél. : +49(0)6221 91 07 0  
Fax : +49(0)6221 91 07 10  
Site internet : <http://www.ebert-gedenkstaette.de>  
Courriel : [friedrich@ebert-gedenkstaette.de](mailto:friedrich@ebert-gedenkstaette.de)

Rédaction : Jean-Samuel Marx, Walter Mühlhausen  
Réalisation : Ingo Preuß, Ladenburg | PreussType.com

La Fondation est financée par des fonds du Délégué du gouvernement fédéral pour la Culture et les Médias.

ISSN 0940-4201  
ISBN 978-3-928880-57-2

## Table des matières

Préface .....	7
Mots du Président de l'association Maison de Heidelberg à Montpellier .....	10
Discours du Président de la République fédérale d'Allemagne, M. <b>Frank-Walter Steinmeier</b> .....	13
Remerciements de M. <b>Henning Scherf</b> , président du Curatorium de la Fondation pour la Mémoire du Président Friedrich Ebert .....	21
Conférence officielle de M. <b>Jörn Leonhard</b> (Université de Fribourg) La République assiégée et la dignité de la démocratie : Friedrich Ebert et le 20 <sup>e</sup> siècle des Allemands .....	27
La Fondation pour la Mémoire du Président Friedrich Ebert .....	54

## La République assiégée et la dignité de la démocratie : Friedrich Ebert et le vingtième siècle des Allemands

Jörn Leonhard

Était-ce donc cela, la nouvelle République ? Comment se présentait-elle ? Comment remplirait-elle le vide des institutions et des sentiments qui était né en Allemagne au cours de cet automne dramatique de 1918 avec la fin de la guerre mondiale, la défaite militaire et la révolution ? Les jugements des contemporains étaient on ne peut plus divergents. Thomas Mann notait dans son Journal à la date du 12 février 1919 : « L'Assemblée nationale siège. Ebert élu Président de la République. Son discours sympathique, se terminant par un hourrah pour la patrie et pour le peuple qui déclenche l'enthousiasme de la salle debout. Cela donne l'impression, après l'effondrement, d'une première tentative pour marcher, d'un retour de dignité et de confiance en soi. »<sup>1</sup>

Par contre, Harry Graf Kessler, le flâneur par excellence de l'Empire, notait le 11 février avec un scepticisme évident : « Aujourd'hui Ebert a été élu Président de la République par l'Assemblée nationale. Un maître-sellier couronné ; solide, sympathique et capable, mais on se demande ce qu'il peut donner en politique. Un crâne volumineux, épais et lourd, qui ne se risquera

<sup>1</sup> Thomas Mann, note du 12 février 1919, in : T. M., Tagebücher 1918-1924, éd. par Peter de Mendelssohn, Francfort/M. 1979, p. 149 ; les notes se rapportent exclusivement aux citations des sources. Nous avons renoncé à citer dans le détail la littérature secondaire.

pas dans des aventures ; meilleur à cet égard que Guillaume II. Mais je crains, pas au niveau d'un Cromwell.»<sup>2</sup>

Le théologien Ernst Troeltsch qui, sous le pseudonyme « Spectator », observait à Berlin les bouleversements dramatiques depuis novembre 1918, avait, au-delà de l'événement et de la personne, une vision plus profonde des choses. En mai 1919, deux mois après l'élection de Friedrich Ebert, il constatait comme caractéristique la plus visible de la nouvelle République son manque de dynamisme et ses marges de manœuvres limitées : « La façon dont le gouvernement et le parlement traitent les problèmes de politique étrangère et de politique intérieure, et en premier lieu le comportement du parlement lui-même, a déçu beaucoup de gens. Assurément, on ne peut pas créditer l'un et l'autre de beaucoup d'audace intellectuelle. Mais d'où viendrait-elle, dans notre situation désolante à tous égards, où le moindre pouce d'ordre doit être conquis par un travail de fourmi incessant et où les hommes qui représentent les intérêts des petites gens doivent affronter les grands problèmes du monde et les questions de vie ou de mort les plus générales avec des outils forgés dans le travail syndical ? »

L'intelligentsia qui donne le ton serait caractérisée par l'obstruction, les fonctionnaires voudraient s'en « tenir aux faits et rien qu'aux faits », et auraient aussi, pour une partie d'entre eux, une attitude hostile. Les masses seraient déçues du fait qu'elles ne verraient que du papier-monnaie à profusion, mais pas les quantités correspondantes en marchandises. La démocratie, nouvelle forme de l'État, serait rendue responsable de tous les problèmes : « C'est un assaut général des déçus, des idéologues et des partisans d'une restauration contre la démocratie sur laquelle, au début, on ne tarissait pas d'éloges. » C'est ainsi qu'on en viendrait au « rejet

<sup>2</sup> Harry Graf Kessler, note du 11 février 1919, in : H.G.K., *Das Tagebuch*, vol. 7 : 1919-1923, éd. par Angela Reinthal, Stuttgart 2007, p. 131-133, cit. p. 133.

de la 'démocratie formelle' ennuyeuse et stupide », dans laquelle on cherche en vain « le grand élan » et les « grandes idées, la nouveauté des principes, la force et la grandeur de l'esprit qui sait commander. »<sup>3</sup>

Vu le profond désarroi et la désorientation qui avaient saisi les Allemands depuis l'automne 1918 et qui étaient perceptibles à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale constituante et lors de l'élection de Friedrich Ebert comme premier Président de la République, les 6 et 11 février 1919 ont représenté avant tout une première stabilisation de la nouvelle République dans une situation extrêmement critique. Car, tandis qu'à Paris siégeait depuis janvier 1919, en l'absence des vaincus, la conférence de la Paix dont devaient dépendre pour l'essentiel la délimitation du territoire de la nouvelle République et son avenir politique et économique, en Allemagne le danger d'une guerre civile était grand, sans parler des conséquences de la guerre, telles que le blocus toujours en cours, la pénurie de produits alimentaires et la démobilisation de centaines de milliers de soldats.

Pour l'homme qui, en ce 11 février 1919, se trouvait au centre des événements, ce jour représentait le point culminant de son itinéraire biographique, depuis l'ouvrier membre du parti social-démocrate jusqu'au chef d'État républicain. Le fait que Friedrich Ebert soit né en 1871 – l'année où fut fondé, comme émanation de l'esprit d'une guerre, l'État national allemand excluant l'Autriche – donne à cette biographie une dimension exemplaire, comme si les grands moments vécus par les Allemands depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle s'y reflétaient, leur sens du progrès et leur attente de l'avenir, tout comme les bouleversements catastrophiques depuis l'été 1914.

<sup>3</sup> Ernst Troeltsch, *L'assaut contre la démocratie* (mai 1919), in : E. T., *Kritische Gesamtausgabe*, vol. 14 : *Spectator-Briefe und Berliner Briefe* (1919-1924), éd. par Gangolf Hübinger, Berlin 2014, p.93-98, cit. p. 94.

Celui qui veut comprendre les réalisations et les contradictions de l'homme politique Friedrich Ebert doit retracer le long chemin qui mène au 11 février 1919.

Né à Heidelberg d'un père maître-tailleur de confession catholique et d'une mère protestante fille de paysan, Ebert entra en apprentissage après l'école élémentaire (*Volksschule*). Mis en contact avec le mouvement socialiste illégal par un parent habitant Mannheim, il fit d'abord carrière comme responsable syndical dans son propre métier. Observé avec suspicion par les autorités en raison des lois contre les socialistes, Ebert se vit contraint de changer constamment de résidence. À Brême, il travailla comme sellier, fonda une coopérative de boulangerie, puis exploita finalement avec sa femme Louise une brasserie. Grâce à son élection en 1894 comme président de la section locale du parti et président de groupe au parlement de la ville (*Bürgerschaft*), il s'imposa au sein du parti social-démocrate ; vers 1900, en raison de ses succès comme organisateur efficace et de son engagement comme défenseur des travailleurs et de leur famille, il fit partie du cercle restreint de la deuxième génération de responsables professionnels du parti qui, après l'abolition des lois contre les socialistes, permirent largement au SPD de devenir un parti de masse.

Pour ce faire, Ebert ne disposait pas au début d'un mandat au Reichstag mais profitait de ses réseaux personnels et de ses fonctions à l'intérieur du parti. Ce n'est qu'en 1912 qu'il fut élu au Reichstag dans la circonscription d'Elberfeld-Barmen. Après la mort d'August Bebel, il fut élu en 1913, au côté d'Hugo Haase, président du parti, pour assurer la stabilité d'un parti en pleine refondation. Groupe le plus nombreux au Reichstag, le SPD représentait aussi l'espoir que, vu sa modernité originale, l'Empire pourrait faire évoluer l'État autocratique, militariste et despotique, pour devenir progressivement

une société industrielle florissante, un État respectant le droit, soucieux d'avancées sociales et de la formation de ses citoyens. Dans ces conditions, avec son poids au parlement et dans l'opinion publique acquis par un long travail, le parti de Friedrich Ebert avait beaucoup à perdre.

Mais cela n'était qu'un aspect de la question. Car le déclenchement en août 1914 de la Guerre Mondiale, au cours de laquelle deux fils d'Ebert devaient être tués, jeta un vif éclairage sur la relation tendue entre le parti d'August Bebel et l'État wilhelminien, et aussi sur les désaccords à l'intérieur du parti. Surpris par la nouvelle alors qu'il était en congé, Ebert alla à Zurich parce qu'on s'attendait à l'interdiction du parti et que, dans ce cas, il fallait mettre en place une direction à l'étranger. Tandis qu'Hugo Haase refusait de voter les crédits de guerre, Ebert s'engagea à son retour à Berlin pour que son parti les vote, avec l'argument que le SPD ne laissait pas tomber la patrie au moment où elle était en difficulté. Après que, conséquence du désaccord, Haase eut renoncé à la présidence du parti, Ebert reprit avec Philipp Scheidemann la direction du groupe au Reichstag. Pour lui, la guerre était un combat de défense de son pays contre l'agression de l'Empire russe des tzars, dont le régime réprimait brutalement les ouvriers dans les usines.

La participation du SPD était en particulier l'occasion pour lui de démontrer son intégration réussie dans l'État national et de tirer à long terme un profit politique de son engagement patriotique pendant la guerre et de s'en servir pour poursuivre la transformation de l'État et de la société. En accord avec cet objectif, la présence importante du SPD au parlement était une conquête obtenue dans l'Empire avec, au niveau national, son droit de vote démocratique obtenu pour les hommes. Les travailleurs membres du parti, dont la socialisation s'était faite sous ces prémices, ne

plaçaient pas leurs espoirs dans une révolution venue d'en bas, mais dans une transformation progressive, dans la reconnaissance des syndicats, l'extension du droit de vote, l'extension de la participation politique et sociale, de même que dans le passage d'une monarchie constitutionnelle à une monarchie parlementaire.

C'est au plus tard durant l'année de crise 1917 qu'Ebert a joué un rôle-clé. Vu l'épuisement des partenaires de la coalition comme de la population civile en Allemagne, les députés du SPD au Reichstag exigèrent le 27 juin que le gouvernement allemand renonce à tous les buts de guerre expansionnistes et engage une réforme conséquente de la loi électorale des trois classes qui existait en Prusse. Début juillet, d'importants représentants du groupe social-démocrate et du Zentrum catholique, en premier lieu Friedrich Ebert et Matthias Erzberger, critiquèrent dans la commission principale du parlement la décision d'engager la guerre sous-marine totale, faisant remarquer qu'on avait, ce faisant, grossièrement sous-estimé le danger d'une entrée en guerre des États-Unis. Le 6 juillet 1917 fut constitué, venant des rangs du SPD, des libéraux de gauche, des nationaux-libéraux et du parti centriste catholique, la Commission inter-groupes, tandis que, dès le printemps 1917, la rupture à l'intérieur de la gauche s'était renforcée par la constitution officielle du parti social-démocrate indépendant (USPD). Ses députés avaient été exclus du parti dès 1916 du fait qu'ils avaient refusé de voter les crédits de guerre ; ils s'étaient dans un premier temps organisés en « Communauté de travail social-démocrate ».

La création de la Commission inter-groupes, en pleine guerre et sur le fond d'une crise de confiance grandissante entre la majorité au Reichstag et la monarchie, fut un tournant dans le parlementarisme allemand. C'est là que s'est esquissé le passage de la monarchie constitutionnelle à la monarchie parlementaire à laquelle

Ebert travaillait. À partir de ce moment, la parlementarisation de la monarchie, qui n'avait pu se faire avant 1914, s'accéléra à cause d'une situation de guerre de plus en plus préoccupante. Elle n'a donc pas attendu les réformes d'octobre 1918 qui ont fait dépendre officiellement le Chancelier de la confiance du parlement. En réalité, c'est la Commission inter-groupes qui a été le préalable à la refonte de la Constitution. La crise gouvernementale de 1917 et les tâtonnements dans la recherche d'un mode de gouvernement parlementaire ont anticipé la Constitution de Weimar qui n'aurait pas été possible sans cette phase préparatoire.

Une série de grèves dans les grandes entreprises d'armement en janvier 1918 accentua la radicalisation de la politique intérieure. Ces grèves étaient l'expression de difficultés d'approvisionnement permanentes qui touchaient avant tout les grandes villes et les centres industriels mais, contrairement aux manifestations précédentes, d'autres évolutions étaient possibles, avec la révolution bolchévique d'octobre 1917 et les projets de paix du président américain Woodrow Wilson : les Quatorze points de janvier 1918. Il y avait, parmi les participants à ces grèves, le mouvement pacifiste de la « Ligue spartakiste » (*Spartakusbund*), créé à Berlin en 1916, qui avait succédé au Groupe *Die Internationale*, et le USPD. Friedrich Ebert également représentait son parti dans l'un des comités de grève.

Le mouvement de protestation en janvier et février fournissait un prétexte de choix aux politiciens d'extrême-droite et aux nationalistes, notamment ceux du Parti allemand de la patrie (*Deutsche Vaterlandspartei*), pour accuser les partis de gauche et en particulier le SPD de trahir l'armée qui combattait vaillamment – première variante de ce qui sera la légende du coup de poignard dans le dos (*Dolchstoßlegende*). Ebert et son parti se retrouvèrent

dans cette position doublement exposée qui désormais allait accompagner la République de Weimar et son premier président : s'ils étaient accusés par la droite de trahir la nation combattante en guerre, les partisans de l'extrême-gauche voyaient dans la poursuite de la guerre une trahison des intérêts du prolétariat et de sa mission révolutionnaire – reproche auquel le modèle de la révolution des bolcheviks russes donnait un poids d'autant plus grand.

Lorsqu'à l'automne 1918 la défaite militaire de l'Empire allemand commença à se dessiner, Ebert vit que son parti devait s'attendre à une situation de crise et prendre des responsabilités. Dès ce moment, fin septembre 1918, et vu l'ambiance de plus en plus hostile à la monarchie, Ebert réagit avec conséquence à l'érosion de l'autorité politique. Pour cela, il engagea le SPD à se concentrer sur les partis de droite et à empêcher à tout prix que se répète en Allemagne la révolution bolchévique : « Si à présent nous ne voulons pas nous entendre avec les partis de droite et avec le gouvernement, nous n'avons plus qu'à laisser les choses suivre leur cours, adopter la tactique révolutionnaire, ne nous en remettre qu'à nous seuls, et à abandonner notre destin au parti de la révolution. Celui qui a vécu les événements en Russie ne peut pas dans l'intérêt du prolétariat souhaiter qu'une évolution de ce type se produise chez nous. Au contraire, il nous faut sauter dans la brèche, voir si notre influence suffit pour imposer nos exigences et, si cela est possible, pour les lier au sauvetage du pays. Alors il sera de notre devoir et de notre responsabilité impérieuse de le faire. »<sup>4</sup>

<sup>4</sup> Procès-verbal de la réunion commune de la commission du parti et du groupe au Reichstag, lundi 23 septembre 1918 dans le bâtiment du Reichstag à Berlin. Imprimé sous forme manuscrite dans : Die Reichstagsfraktion der deutschen Sozialdemokratie 1898 bis 1918, Tome 2, éd. par Erich Matthias et Eberhard Piskart, Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Erste Reihe : Von der konstitutionellen Monarchie bis zur parlamentarischen Republik, vol. 3/II, Düsseldorf 1966, p. 419-460, cit. p. 442.

C'est cette attitude qui détermina à partir de novembre 1918 la position d'Ebert. Lorsque, vu le mouvement de masse porté par les Conseils de travailleurs et de soldats, il exigea le 9 novembre un nouveau gouvernement qui ait la confiance du peuple, il se déclara prêt à assumer la responsabilité politique et succéda au chancelier Max von Baden. En même temps, Ebert souligna qu'il voulait gouverner sur la base de la Constitution allemande réformée en octobre, ce qui n'aurait pas abouti à une république, mais à une monarchie parlementaire et à la nomination d'un régent. C'est dans ce sens que les représentants du SPD majoritaire donnèrent leur accord pour que des élections permettent sans tarder que siège une Assemblée nationale constituante. Ils n'imaginaient pas un passage révolutionnaire à une république et, encore moins, une révolution sociale, mais un gouvernement d'urgence muni de pleins pouvoirs exceptionnels limités dans le temps. Ce gouvernement devait être composé d'une coalition comportant le SPD majoritaire, le parti centriste catholique et les libéraux de gauche, complétée par le SPD indépendant.

Dans ces conditions, la proclamation de la République par Philipp Scheidemann depuis un balcon du Reichstag n'était pas prévue, en tout cas pas comme cela s'est passé ; en fait, elle a été déclenchée par l'annonce faite par l'extrême-gauche autour de Karl Liebknecht qu'elle allait proclamer sa propre République socialiste. Cette double proclamation reflétait la division de la gauche provoquée par la guerre et, dans cette situation critique, elle obligea le SPD majoritaire à renoncer à son projet initial, un gouvernement alliant les socialistes et les partis de droite, et à empêcher le conflit qui s'annonçait : la « guerre fratricide » à l'intérieur de la gauche. La conséquence fut la formation sous la présidence d'Ebert d'un Conseil des délégués du peuple composé

des dirigeants du SPD majoritaire et du SPD indépendant. Ebert et la direction de la social-démocratie se sentaient menacés dans leur existence par une Révolution d'octobre à l'allemande suivant le modèle des bolchéviques. Les compromis passés précocement avec l'armée, la bureaucratie et les patrons, de même qu'une pratique d'endiguement de la révolution s'expliquent comme réaction à ce danger. Certes, cela stabilisait la nouvelle République, mais préparait aussi le terrain de la contre-révolution et provoquait une amère déception chez beaucoup de gens de gauche.

On reconnaît là de manière exemplaire la dialectique propre à la révolution allemande et aussi au comportement d'Ebert. Elle aggravait le conflit entre le programme réformiste des sociaux-démocrates et les buts révolutionnaires de la gauche radicale. Pourtant, la position des sociaux-démocrates majoritaires était d'abord très forte mais, en même temps, Ebert et Scheidemann évoluaient au bord d'un précipice, avec une marge de manœuvre restreinte, limitée aussi bien en politique étrangère qu'en politique intérieure par la menace d'une guerre civile, la démobilisation en cours de centaines de milliers de soldats, la menace du chaos venant du séparatisme et de la désagrégation territoriale de l'État. Ils se trouvèrent rapidement confrontés aux exigences des puissances victorieuses et, en Allemagne, agressés par la gauche radicale, ainsi que par des nationalistes déçus, des monarchistes aigris et des officiers démobilisés. Si, aux yeux de ces derniers, Ebert et Scheidemann étaient l'incarnation du « coup de poignard » et de l'humiliation de la nation, les partisans de la gauche radicale les considéraient comme des « traîtres à l'égard des travailleurs », qui préparaient la voie à la contre-révolution.

Bien que les revendications socialistes du mouvement de protestation pacifiste fussent formulées de manière imprécise –

comme, par exemple, la socialisation d'industries-clés ou le contrôle politique de l'armée –, elles s'opposaient au pragmatisme extrêmement prosaïque, qui visait à traiter les conséquences de la guerre, des responsables sociaux-démocrates majoritaires incarnés par Ebert. Dans ce cadre, Friedrich Ebert poursuivit une triple stratégie : premièrement, la formation, en accord avec les sociaux-démocrates indépendants, du Conseil des délégués du peuple qui soit accepté par les Conseils de travailleurs et de soldats, deuxièmement la pratique déjà mentionnée de larges compromis vis-à-vis de l'armée dans le pacte Ebert-Groener du 10 novembre, ainsi qu'à l'égard de la bureaucratie, de la diplomatie et des patrons. Dans l'accord de la Communauté centrale du travail (*Zentralarbeitsgemeinschaft*) – négocié depuis octobre et finalisé seulement, à cause de la révolution, le 15 novembre 1918 entre les directeurs de la grande industrie et les syndicats représentés respectivement par Hugo Stinnes et Carl Legien – furent fixés les principes d'une Constitution sociale corporatiste qui prévoyait la participation des syndicats et des salariés et la journée de travail de huit heures. Tandis que les dirigeants des syndicats parvenaient à se faire reconnaître comme représentants officiels des travailleurs, les patrons purent, grâce à cet accord, empêcher la socialisation de larges pans de l'industrie allemande et sauvegarder une structure capitaliste de la propriété. S'ajoutait à cela, troisièmement, le primat de l'adoption dans un délai aussi court que possible d'une Constitution par une Assemblée nationale élue.

Le Congrès général des Conseils de travailleurs et de soldats, qui se réunit le 16 décembre 1918 à Berlin, approuva le cap suivi par Ebert et rendit possible la tenue d'élections à une Assemblée nationale constituante le 19 janvier 1919. Ebert reconnaissait ainsi de manière explicite le rôle de son parti, la nécessité de contenir



la violence et de donner progressivement forme à la nouvelle République sur la base d'une Constitution. L'État démocratique comme garant de la liberté et du droit semblait le fondement pour rétablir la paix intérieure et assurer la stabilisation du pays à l'extérieur : « Le despotisme nous a précipités dans le malheur ; à présent, nous ne tolérerons plus le despotisme d'où qu'il vienne et sous quelque forme que ce soit. Plus tôt nous parviendrons à établir notre État allemand qui émane du peuple sur des principes de droit solides voulus par toute la nation, plus tôt cette République allemande deviendra saine et forte, plus tôt elle pourra s'attaquer à la réalisation de ses grands buts socialistes. Le prolétariat vainqueur n'établit pas de domination de classe. Il dépasse d'abord sur le plan politique, puis sur le plan économique l'ancienne domination de classe et instaure l'égalité de tout ce qui porte visage humain. C'est la grande idée de la démocratie. Celui qui l'a assimilée entièrement et sans restriction peut conquérir la paix durable, peut devenir un membre à part entière de la famille des peuples libres. »<sup>5</sup> C'était un modèle d'avenir pour l'Allemagne, pour la politique intérieure, la politique sociale et la politique extérieure.

Mais d'énormes contradictions résultaient du passage de la guerre à la paix et de la monarchie à la république, de même que des manques de crédibilité et des épisodes de crise qui furent associés à la personne d'Ebert. Déjà la position de la direction du SPD quant au rapport entre la révolution et la fin de la guerre n'était, dans un premier temps, pas exempte de contradictions. Le discours de Friedrich Ebert prononcé à Berlin à l'occasion du retour au pays des troupes allemandes culminait dans cette affirmation : « Ce n'est pas un ennemi qui vous a vaincus ! Ce n'est que lorsque la

5 Friedrich Ebert, Discours prononcé au Congrès des Conseils de travailleurs et de soldats du 16 décembre 1918, in : F. E., Schriften, Aufzeichnungen, Reden, éd. par Friedrich Ebert jun., Dresden 1926, p. 137-140, cit. p. 139.

supériorité des adversaires en hommes et en matériel est devenue de plus en plus pressante que nous avons abandonné le combat. »<sup>6</sup> La première phrase souvent citée de ce message de bienvenue se lisait comme une confirmation indirecte de la légende du coup de poignard dans le dos, bien que déjà la phrase suivante corrigeât cette interprétation.

Le deuxième problème concernait la collaboration étroite, et qui semblait parfois presque naïve, avec les élites militaires, collaboration à laquelle Ebert, au moment de la crise, croyait ne pas pouvoir renoncer. Mais ce comportement fut le point de départ d'une armée qui, par la suite, se considéra comme « un État dans l'État ». Cela incluait également depuis novembre 1918 une attitude indulgente vis-à-vis des organisations paramilitaires des Corps francs, auxquelles on fit appel, dans des moments de crise ou dans des situations jugées de légitime défense, pour repousser des attaques venant de la gauche. En janvier 1919, durant la répression sanglante du soulèvement du mouvement Spartakus, par lequel la gauche radicale voulait donner le signal d'une Révolution d'octobre allemande, cette violence non contrôlée des paramilitaires atteignit un sommet par l'assassinat politique de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. À gauche, cela divisa encore davantage les esprits et les cœurs.

Le troisième problème venait d'une erreur fondamentale d'appréciation. Depuis l'échange de notes entre les diplomates allemands et américains en octobre 1918, les dirigeants du SPD misaient sur une paix définie par le président américain Wilson, que l'on associait à un nouvel ordre juridique international dans le cadre de la future Société des nations, de l'autodétermination nationale et d'une résolution pacifique des conflits. Sur la base des

6 Friedrich Ebert, Aux troupes rentrant au pays (10 décembre 1918), in : Ebert, Schriften, p. 127-130, cit. p. 127.

gestes de bonne volonté faits par l'Allemagne avec les réformes d'octobre et l'abdication de l'empereur, Friedrich Ebert croyait pouvoir revendiquer cette paix, sans prendre en compte de manière critique le rôle de l'Empire avant 1914 et la crise de juillet. Ebert exprima cette attitude le 6 février 1919, lors de la première séance de l'Assemblée nationale constituante nouvellement élue, en déclarant que « la paix définie par Wilson » devait servir de base pour un traitement équitable de l'Allemagne, maintenant qu'elle recommençait à zéro : « Faisant confiance aux principes du président Wilson, l'Allemagne a déposé les armes. Que l'on nous donne à présent la paix définie par Wilson, à laquelle nous avons droit. »<sup>7</sup>

Ce rapport particulier entre les crises interne et externe pesa sur les négociations de l'Assemblée nationale à Weimar. Dans son discours d'ouverture programmatique, Ebert jugea positive la Révolution de novembre 1918 qui, par l'adoption d'une Constitution, devait être engagée sur la voie d'une démocratie représentative : « Le gouvernement provisoire doit son mandat à la Révolution. Il le remettra dans les mains de l'Assemblée nationale » qualifiée de « seul et plus haut souverain d'Allemagne. » Dans son discours, Ebert tira également un bilan des trois derniers mois et défendit la souveraineté du peuple imposée par la révolution. « Dans la révolution, le peuple allemand s'est élevé contre un despotisme d'un autre âge qui s'est effondré. » On en aurait « fini pour toujours » des « vieux rois et princes par la grâce de Dieu ». Il ne laissa pas de doute sur la défaite de l'Allemagne et réfuta à présent sans ambiguïté la légende du coup de poignard dans le dos, par laquelle Paul von Hindenburg et le maréchal en chef

7 Friedrich Ebert, Discours pour l'ouverture de l'Assemblée nationale (6 février 1919), in : F. E., Reden als Reichspräsident (1919-1925), éd. par Walter Mühlhausen, Bonn 2017, p. 59-69, cit. p. 63.

August von Mackensen refusaient la responsabilité de la défaite pour s'en défaire sur la population civile prétendument défaitiste et sensible à la propagande de la gauche : « Nous avons perdu la guerre [...]. Ce fait ne résulte pas de la Révolution. [...] C'est le gouvernement impérial du prince Max von Baden qui a engagé l'armistice nous laissant sans défense. Après l'effondrement de nos alliés et vu la situation militaire et économique, il ne pouvait pas agir autrement. La Révolution refuse la responsabilité de la misère dans laquelle la politique erronée des anciens pouvoirs et l'orgueil irresponsable des militaristes ont plongé le peuple allemand. »<sup>8</sup>

Si Ebert plaida au début de son discours en faveur de la parlementarisation et aussi des changements qu'on ne pouvait pas remettre à plus tard dans les domaines économique et social, il termina par un appel en harmonie avec le lieu, le Théâtre national allemand de Weimar – appel qui engageait l'Allemagne à faire de la culture nationale un facteur d'intégration permettant de surmonter les handicaps du passé : « Les anciens fondements de la puissance allemande », dit-il, « sont pour toujours détruits », et « c'est pourquoi il nous faut, ici à Weimar, accomplir la transformation de l'impérialisme en idéalisme, de la puissance mondiale en grandeur de l'esprit. L'époque de l'ère (sic) wilhelminienne, uniquement préoccupée de clinquant, est parfaitement caractérisée par la formule de Lassalle disant que les penseurs et les écrivains du classicisme allemand sont passés au-dessus d'elle tels un vol de grues. À présent, il faut que l'esprit de Weimar, l'esprit des grands philosophes et des grands écrivains remplisse à nouveau notre vie. Il faut que nous traitions les grands problèmes de société dans

8 Friedrich Ebert, Discours pour l'ouverture de l'Assemblée nationale (6 février 1919), op. cit., p. 59-61.

l'esprit dans lequel Goethe les a traités dans la deuxième partie du *Faust* et dans *Les années d'apprentissage de Wilhelm Meister*. »<sup>9</sup>

Mais le renvoi, qui fait penser aux canons de la bourgeoisie cultivée, à l'héritage de la culture nationale contrastait singulièrement avec la situation de la République à ce moment-là. Malgré la difficulté de la situation, les députés réunis à Weimar firent en sorte de stabiliser la République par l'élaboration d'une Constitution, bien que l'on fût encore hors d'état de prédire les conditions qui découleraient pour la République du futur traité de paix. Qu'ils y soient parvenus représente une énorme performance.

Ici, à Weimar, est apparu un trait décisif de la personnalité d'Ebert, trait qui devait marquer aussi sa conception de la fonction de Président de la République à partir de février 1919. Parce qu'il associait l'idée d'ordre – sur la base de la Constitution, de l'État de droit et des processus démocratiques – à l'idée de l'émancipation sociale et de la liberté, parce qu'il voyait dans « le droit et la liberté » des « sœurs jumelles », il veilla particulièrement à ce que les droits fondamentaux figurent en bonne place dans la Constitution.<sup>10</sup> Leur ancrage dans la Constitution représentait un degré supérieur de la démocratie.

Si l'on considère les compétences du Président de la République et la place de cette fonction dans l'architecture de la Constitution, on constate au contraire une grande continuité par rapport à l'Empire. Car le dualisme très net entre le chef d'État et le parlement se poursuivit sous la République, tandis que le chancelier et le gouvernement furent rapprochés du chef d'État. Friedrich Ebert se

9 Ibid., p. 60 et 68-69. Le vol des grues est une allusion à la ballade de Friedrich Schiller écrite en 1797 « Die Kraniche des Ibykus »

10 Friedrich Ebert, Discours après l'élection à la fonction de Président de la République (11 février 1919), in : F. E., Reden als Reichspräsident, p. 70-73, cit. p. 72.

considérerait – en raison des prérogatives du Président pour former le gouvernement et dissoudre le parlement, et de son droit de gouverner par ordonnances – comme le vrai centre de l'exécutif, ce qui dans un premier temps, vu les relations informelles avec les ministres du SPD, ne posa pas de sérieux problèmes, et n'en posa que par la suite avec les chancelliers issus de partis de droite. Lorsque, après les élections au Reichstag de 1920, on composa pour la première fois un gouvernement sans la participation du SPD, une nouvelle constellation se dessina. La polarisation grandissante sur les marges de l'échiquier politique plaça au centre le Président de la République et sa force de réserve. Comme, avec le Président de la République, il existait une alternative à des majorités capables de gouverner ensemble au Reichstag, à long terme les partis furent de moins en moins prêts à rechercher des compromis viables.

Dans les crises d'après 1919 – depuis le putsch Kapp-Lüttwitz de 1920 jusqu'à l'année de crise 1923 avec l'occupation de la Ruhr, l'hyperinflation, le séparatisme et le putsch de Hitler, en passant par les tentatives de soulèvement communistes dans le centre de l'Allemagne en mars 1921 –, Ebert prouva d'un côté que la Constitution donnait au Président de la République les moyens de défendre la République. Mais, de l'autre côté, au cours de ces crises, on continua d'observer une tendance chez lui à suivre ses conseillers militaires de manière insuffisamment critique et de leur concéder ainsi une grande liberté de manœuvre. Sa confiance, que rien ne justifiait, dans le chef d'état-major Hans von Seeckt, à qui il délégua en 1923, lors du soulèvement communiste dans le centre de l'Allemagne et du putsch de Hitler, le commandement de la Reichswehr, prépara la voie à un statut particulier de l'armée comme organe non soumis au contrôle politique, justement comme

« État dans l'État ». Cette pratique se poursuivit après novembre 1918 jusqu'à l'automne 1923.

Le recours fréquent d'Ebert aux ordonnances – rien qu'en 1923 il y en a eu 42 – sauva la République dans les crises jusqu'en 1923, mais le prix à payer était élevé. Ebert ignora les dangers importants que son compagnon de route Otto Braun, ministre-président de Prusse, apercevait lucidement. Car le droit qu'avait le Président de gouverner par ordonnances mettait le parlement au second plan et dispensait d'une certaine façon les partis de la responsabilité de donner forme à la politique sur la base de compromis viables.

Bien au-delà de son engagement pour la défense de la République dans les crises d'après 1919, Friedrich Ebert tenta à maintes reprises d'imprimer sa marque personnelle dans ses fonctions. En politique étrangère, il mit en garde lucidement contre les conséquences d'un rapprochement germano-soviétique, qui conduisit en 1922 au traité de Rapallo, mais provoqua aussi la méfiance des puissances occidentales et, avec l'occupation de la Ruhr quelques mois après, prolongea la guerre avec d'autres moyens.

En même temps, il s'efforçait de diffuser les conquêtes démocratiques que sont la liberté et le droit et, en se référant constamment à la Constitution, sa propre conception de la République. L'article 148 précisait qu'au terme de sa scolarité tout élève et toute élève en Allemagne recevait un exemplaire de ce texte. Les Fêtes annuelles de la Constitution et la décision, en août 1922, de faire du « Chant de l'Allemagne » (*Das Lied der Deutschen*) l'hymne national servaient au même but. Dans sa fonction de chef d'État, Ebert adopta un style très modeste et apparut en civil, comme président-citoyen. Et il rechercha ostensiblement la proximité des représentants de la culture allemande moderne, que ce soient Gerhart Hauptmann, Thomas Mann, Emil Jannings ou Henny Porten. Sa visite à Co-

logne en mai 1924 et son apparition spectaculaire avec le maire de la ville, Konrad Adenauer, ne soulignaient pas seulement l'appartenance de la Rhénanie à l'Allemagne, mais aussi la position regagnée de l'Allemagne dans l'économie mondiale, position que devait symboliser la Foire de Cologne.

Mais le renoncement conscient au pathos et à la pose, la mise de côté de sa propre personne en public, fit naître un déficit émotionnel et identificatoire dans l'opinion publique de la société allemande d'après-guerre. Car, face aux tentatives de donner à la République un nouveau style réservé, il y eut après 1919 une tendance tout autre, à savoir une hostilité à la République dirigée contre Ebert et d'autres représentants de l'État, et un rejet du parlementarisme. Elle s'accompagna de meurtres politiques innombrables et laissait prévoir la militarisation des conflits idéologiques dans l'espace public.

Cette tendance était directement liée au pouvoir des images, qui avait à voir avec la pratique de la démocratie de masse à l'époque des médias de masse et qu'Ebert avait peine à percevoir – tout au contraire de Paul von Hindenburg qui pratiquait habilement la langue imagée du « vainqueur de Tannenberg » et du « sauveur de la nation » prétendument au-dessus des partis. Une photo montrant Friedrich Ebert à l'été 1919 en maillot de bain à côté de Gustav Noske, ministre de la défense, déclencha une violente polémique contre le personnel politique à la tête de la République. Sur une carte postale qui fut bientôt diffusée on voyait la photo des deux hommes politiques en même temps que Guillaume II et Hindenburg, ces derniers en uniforme de parade, si bien qu'Ebert fut ridiculisé. De son côté, la gauche radicale reprit la photo, montrant Ebert et Noske non pas en maillots de bain dans la Mer baltique, mais

dans une mer de sang – dans la ligne de la thèse selon laquelle la direction du SPD aurait trahi brutalement la Révolution.

La mort précoce du Président de la République le 28 février 1925, césure assurément la plus importante de la République de Weimar, était aussi en rapport avec cet empoisonnement rampant de l'espace public, qui visait directement le chef de l'État et pesait énormément sur la pratique constitutionnelle comme sur la communication politique. Dès avant 1925, des politiciens nationaux-allemands et des journalistes de l'empire de presse d'Alfred Hugenberg avaient tenté d'impliquer Ebert dans le scandale financier de Julius Barmat dont on cherchait à prouver qu'il avait commis une escroquerie de grande envergure. De façon répétée, Ebert fut stigmatisé par la droite radicale comme « politicien aux ordres » qui, en acceptant le traité de Versailles, aurait prétendument livré l'Allemagne aux vainqueurs. Lorsque Matthias Erzberger, le 26 août 1921, et Walther Rathenau l'année suivante, le 24 juin 1922, furent victimes d'attentats terroristes, la République perdait déjà deux de ses personnalités marquantes.

Les portraits officiels d'Ebert entre 1919 et 1925 donnent une impression de l'épuisement physique que produisaient ces conflits permanents. Il n'y a que quelques exceptions qui permettent de se représenter l'homme détendu et jovial qu'était aussi Friedrich Ebert.

Dans le courant de l'année 1924, le Président de la République se vit engagé dans un procès pour diffamation, dans lequel un tribunal de Magdebourg, composé pour partie de jurés, jugea exacte selon le droit pénal l'affirmation selon laquelle Ebert se serait rendu coupable de haute trahison pendant la grève de janvier 1918 – jugement qui dévoilait l'attitude antirépublicaine de larges pans de la justice. Comme plus tard Gustav Stresemann, Ebert, qui souffrait

d'une appendicite progressive, ignore les signes avertisseurs de son corps parce qu'il pensait devoir rester personnellement présent dans les conflits politiques de la République.

Les réactions à la mort d'Ebert mirent en évidence ce qui était apparu après la mort de Walther Rathenau : la République pouvait mobiliser des centaines de milliers de personnes – elle n'était pas a priori une République sans républicains. Et pourtant se manifestèrent aussi les profondes amertumes qui étaient l'héritage de la fin de la Première Guerre Mondiale et de la Révolution. Tandis que les droites populistes et les nationaux-allemands identifiaient Ebert au coup de poignard dans le dos, le député Hermann Remmele déclara au nom des communistes à l'adresse du Président de la République mort que celui-ci serait « allé dans son tombeau avec la malédiction du prolétariat allemand ».<sup>11</sup> Après l'intervention décidée par Ebert contre les soulèvements communistes, sa propre centrale syndicale l'avait exclu. À présent, après la mort du Président, le quotidien du parti social-démocrate, le *Vorwärts*, insista sur le fait que la fonction au-dessus des partis avait éloigné Ebert de la vie normale du parti, d'autant plus qu'il n'aurait depuis lors rencontré les masses populaires qu'au mieux lors d'occasions officielles. Cependant, la fierté l'emportait de voir que, grâce à lui, le parti des travailleurs avait montré sa capacité à assumer des responsabilités politiques : « Après les grands théoriciens et les grands agitateurs, Ebert était le premier grand 'homme d'État' du mouvement des travailleurs allemands. Cela exigeait une façon complètement nouvelle de voir les choses. En y réussissant de mieux en mieux, la classe ouvrière

11 Procès-verbal de la session du Reichstag du 9 mars 1925, in : Verhandlungen des Reichstags, III. Wahlperiode, vol. 384, Berlin 1925, p. 940.

a témoigné de sa maturité croissante. Elle s'honore elle-même en honorant Friedrich Ebert.»<sup>12</sup>

L'ensemble de ces formules montre que la division de la gauche et le compromis de classe entre le SPD et les partis bourgeois étaient la condition préalable à une stabilisation crédible de la République, à l'inauguration de l'Assemblée nationale le 6 février 1919 et à l'élection du premier Président de la République cinq jours plus tard. Mais cette constellation reflétait aussi les contradictions inhérentes aux choix politiques d'Ebert. Tandis que Theodor Heuss a été jusqu'à faire d'Ebert « l'Abraham Lincoln » de l'histoire allemande, le SPD de la jeune République fédérale avait du mal avec Friedrich Ebert qui, à côté des figures positives d'August Bebel et Otto Wels auxquelles le parti pouvait s'identifier, semblait se rapprocher de la personne de Gustav Noske, ressentie par beaucoup comme problématique.<sup>13</sup> Il fallut attendre longtemps avant que cette image se nuance. Le déchirement de la gauche et la division de la nation après 1945 se poursuivirent jusque dans la famille d'Ebert : tandis que Karl Ebert resta à l'Ouest, Friedrich Ebert junior exerça la fonction de maire dans la « Mairie rouge » de Berlin-Est et soutint la fusion forcée du SPD et du parti communiste sous le nom de « Parti socialiste unifié d'Allemagne » (SED).

Ce n'est qu'à la mort d'Ebert, au mois de février 1925, que beaucoup d'Allemands commencèrent à se rendre compte de l'énorme effort qu'il fallait faire pour défendre la République et pour en être un chef d'État crédible en tant que civil. En même temps, la présidence d'Ebert a défini des critères décisifs quant à la défense de la république démocratique : il n'est pas nécessaire d'être un partisan de l'histoire au conditionnel pour comprendre

pourquoi 1925 est devenue l'année-charnière la plus importante de la République de Weimar. Nous ne savons pas si Friedrich Ebert – qui savait qu'il lui manquait d'avoir été élu directement par le peuple pour être pleinement légitime et qui, dès 1922, avait insisté pour que cela se fasse – aurait pu gagner. Mais s'il avait été confirmé pour sept ans de plus dans ses fonctions, il aurait mobilisé tout autrement les capacités de résistance de la République, comme il l'avait fait dans les années de crise 1922/23. Il n'en allait pas seulement du texte de la Constitution mais, davantage encore, de savoir qui était prêt, et avec quelle autorité, à défendre la démocratie au moyen de la Constitution. Ni la dissolution du Reichstag en mars 1930, dans une situation décisive de crise, ni l'indulgence face à la militarisation des conflits dans les rues de la République entre les pôles radicaux à droite et à gauche n'auraient été imaginables de cette façon avec Friedrich Ebert, ni le glissement vers un blocage constitutionnel provoqué par les cabinets présidentiels eux-mêmes, ni l'attitude de blocage face aux coalitions tentées au parlement par les partis du centre avec le concours du SPD.

En février 1919, Thomas Mann avait parlé à l'occasion de l'élection d'Ebert comme Président de la République du « retour de la dignité et de la confiance en soi ».<sup>14</sup> Dans son grand discours *De la République allemande*, Mann mettait en 1922 les Allemands en garde contre l'erreur consistant à abandonner la République à ses adversaires et leur demanda, au contraire, de s'opposer à eux avec assurance. Les républicains, disait Mann, feraient bien de prendre aux monarchistes l'idée nationale, de ne pas leur abandonner la propriété des symboles de la nation, faisant ainsi apparaître la République démocratique comme un espace vide de tout patriotisme, comme froide exécutrice testamentaire d'une histoire héroïque

<sup>12</sup> Vorwärts, n° 101, 28 février 1925, p. 2.

<sup>13</sup> Theodor Heuss, *Die großen Reden. Der Staatsmann*, Tübingen 1965, p. 108-119, cit. p. 118.

<sup>14</sup> Thomas Mann, *Tagebücher 1918-1924*, p. 149.

dirigée par des monarques. C'est pourquoi Mann salua la décision de Friedrich Ebert de faire du *Deutschlandlied* l'hymne national de la République. Ce faisant, il aurait « retiré de la bouche des populistes le '*Deutschland über alles*' » et manifesté que « ce chant n'était absolument pas leur propriété, mais au moins autant la sienne, et [que] désormais il l'entonnerait en gonflant la poitrine ». <sup>15</sup>

Friedrich Ebert, écrit Thomas Mann en 1922, était « un homme foncièrement agréable, digne et modeste, un peu taquin, tranquille et d'une humanité sûre d'elle ». Il l'avait observé, non pas en uniforme mais vêtu de la veste noire d'une République civile, un homme doué et un enfant du bonheur, « un président-citoyen parmi des citoyens », en cela complètement différent de la personne précédemment à la tête de l'État, l'empereur Guillaume II. Aussi cherchait-il à convaincre que « la démocratie peut être quelque chose de plus

<sup>15</sup> Thomas Mann, Von Deutscher Republik. Gerhart Hauptmann zum 60. Geburtstag, in : T. M., Große Frankfurter Ausgabe. Werke – Briefe – Tagebücher, vol. 15/1: Essays II 1914-1926, éd. par Hermann Kurzke, p. 514-559, cit. p. 530

allemand que les allures de gala d'opéra qu'avait l'Empire ». Car le style de la monarchie personnelle de Guillaume n'avait, selon Mann, jamais représenté l'ensemble de l'Allemagne, et l'on avait toujours espéré qu'on « ferait la différence entre l'Allemagne et sa représentation. » Pour Mann, la nouvelle République mettait en avant des accents complètement différents. Car, malgré toutes les lamentations sur la situation intérieure et extérieure suite à la défaite et un traité de paix extrêmement problématique, on pouvait y voir la « possibilité d'une harmonie », comme si la République des Allemands n'était qu'un autre nom pour « l'unité de l'État et de la culture ». <sup>16</sup> C'est sur ce point précisément que Mann – l'auteur des *Considérations d'un apolitique* qui, assurément, n'était pas un républicain et un démocrate de la première heure – voyait un pont jeté vers la République qu'il devait dorénavant défendre de manière véhémente.

\* \* \*

En se souvenant du premier Président de la République et de la première démocratie allemande, la République allemande s'honore elle-même – c'est cela qui relie février 1919 à mai 1949 et à février 2019. Ce souvenir n'est pas pensable sans le regard porté sur une histoire de la démocratie qui remonte à plus loin, sur de nouveaux départs et des crises, sur des conquêtes et des hypothèques, sur des handicaps et des conflits, sur des réalisations et des apories, que ce soit après 1832, après 1848/49, après 1918/19 ou après 1989/90. Se souvenir, c'est opposer à la logique apparemment si contraignante du regard rétrospectif de janvier 1933 sur février 1919 le fait que la situation historique restait fondamentalement ouverte et, sans taire les graves difficultés, de comprendre son futur passé

<sup>16</sup> Ibid., p. 530-532.

comme quelque chose sur quoi on avait encore prise. Le regard que nous portons sur Friedrich Ebert, sur ses réalisations, limites et contradictions, nous met en garde contre une logique qui, en considérant les conséquences, prive les contemporains de l'époque de leur futur passé et mesure leurs actes à l'aune de critères qui résultent uniquement du savoir des générations suivantes.

L'histoire de la première démocratie allemande serait incomplète sans le combat permanent pour assurer sa sauvegarde, sans les grandes conquêtes constitutionnelles, politiques, sociales et culturelles obtenues après 1918 – cela aussi fait partie de la modernité allemande du XX<sup>e</sup> siècle. Cela ne peut se faire dans une histoire à sens unique qui n'évoquerait que le déclin, encore moins dans le récit d'un échec prédéterminé de la République de Weimar. Font justement partie de cette histoire de la démocratie : la légitimité et la civilité de la République de Weimar, incarnées de manière exemplaire par Friedrich Ebert, les efforts incessants, contre toutes les résistances, pour instaurer avec autorité, sobriété et obstination la confiance dans les représentants, les institutions et les procédures de l'État démocratique et donner à la République un environnement protecteur, un espace, un lieu où elle soit chez elle.

Lorsque dans cet esprit nous nous souvenons de Friedrich Ebert, nous honorons aussi, conscients des défis et des conditions de l'action, le style de la République comme expression de la dignité de la démocratie.

Honorons donc la République, et honorons cette République !